

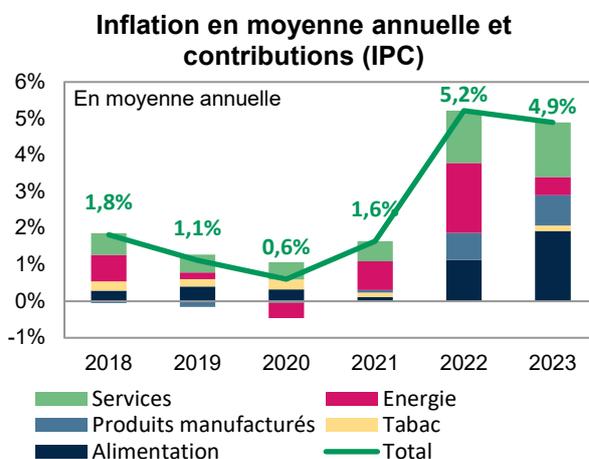
Perspectives

N°24/018 – 23 janvier 2024

FRANCE – Une inflation toujours élevée en 2023, des chiffres annuels à relativiser

Les chiffres définitifs de l'inflation de décembre ont été publiés par les instituts statistiques nationaux et Eurostat pour la zone euro, ce qui permet d'obtenir l'inflation en moyenne annuelle sur l'année 2023¹. L'inflation en France reste ainsi élevée en 2023, seulement un peu en-deçà de l'inflation de l'année précédente qui constituait un record historique. L'inflation française s'avère ainsi supérieure à celle de la zone euro, demeurant toutefois inférieure à celle de l'Allemagne et de l'Italie en 2023. La France affiche en outre une inflation sous-jacente et une inflation cumulée depuis l'avant-crise sanitaire plus contenues qu'en zone euro et chez ses principaux voisins.

Au sens de l'indice des prix à la consommation (IPC) publié par l'Insee, l'inflation a atteint 3,7% en glissement annuel² en décembre, clôturant ainsi l'année en légère hausse par rapport à novembre (+0,2 point). Sur l'ensemble de l'année 2023, l'inflation s'établit ainsi à 4,9%, soit en légère baisse par rapport à 2022 où elle avait atteint 5,2%, son plus haut niveau depuis la création de la série au début des années 1990.



Sources : Insee, calculs Crédit Agricole S.A. / ECO

En 2023, le poste qui contribue le plus à l'inflation totale est l'alimentation (1,9 point), dont les prix ont bondi de 11,8% (après 6,8% en 2022). Les services représentent la deuxième contribution à l'inflation (1,5 point) du fait de leur poids élevé dans le panier de l'IPC (50%), avec une hausse de 3% de leurs prix (comme en 2022). Les prix de l'énergie, en nette décélération par rapport à l'année précédente (+5,6% après +23,1%), contribuent pour leur part de manière plus modérée (0,5 point).

L'inflation sous-jacente, qui correspond à l'évolution des prix hors prix volatils et administrés, augmente en 2023 à 5,1% au sens de l'IPCSJ, après 3,9% en 2022, en lien avec l'accélération des prix de l'alimentation hors produits frais et des produits manufacturés. C'est en effet l'inflation sous-jacente qui est la plus

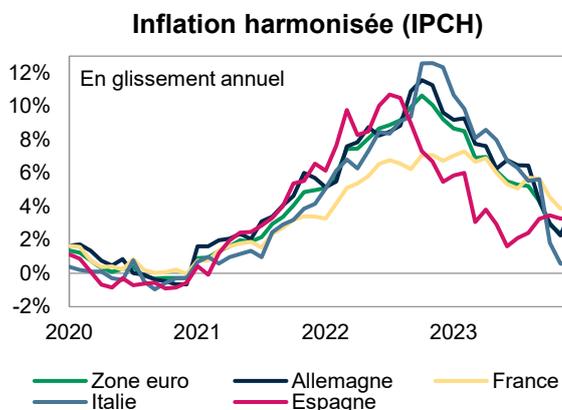
persistante après le choc inflationniste. Une fois le choc passé sur les prix à la consommation énergétiques (assez direct et immédiat, hors effet des mesures publiques), l'inflation sous-jacente subit les effets indirects qui transitent via le système productif, la hausse passée des prix des matières premières se répercutant avec délai sur les prix à la consommation des biens et services. Elle est ensuite soutenue par les effets de second tour provenant de la hausse des salaires qui touchent en particulier les services, plus intenses en main d'œuvre.

¹ L'inflation en moyenne annuelle correspond à l'évolution des prix en moyenne sur l'ensemble de l'année 2023 par rapport à leur niveau moyen en 2022.

² L'inflation en glissement annuel correspond à l'évolution des prix un mois donné par rapport à leur niveau le même mois de l'année précédente.

En utilisant l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui permet la comparaison de l'inflation entre les différents pays européens du fait d'une méthodologie harmonisée, l'inflation française apparaît plus élevée en moyenne annuelle en 2023 (5,7%) qu'en zone euro (5,4%) et en Espagne (3,4%). Cela fait toutefois suite à une année 2022 où la France avait eu le taux d'inflation le plus faible de l'ensemble de l'Union européenne. Par ailleurs, l'inflation française reste inférieure à celle de l'Allemagne (6%) et de l'Italie (5,9%) en 2023. En outre, l'inflation sous-jacente (au sens de l'IPCH core) est plus faible en 2023 en France (4%) qu'en zone euro (5%) et chez ses principaux voisins.

Afin de mettre en perspective les chiffres français, la comparaison de l'inflation cumulée depuis l'avant-crise sanitaire apparaît particulièrement pertinente. En cumul entre janvier 2020 et décembre 2023, l'inflation s'avère ainsi plus faible en France (15,4%) qu'en Espagne (17,1%), en zone euro (18,9%), en Italie (19,4%) et en Allemagne (20,5%). Ce constat est aussi valable pour l'inflation sous-jacente (10,7% en France contre 13,9% en zone euro et jusqu'à 14,7% en Allemagne).



✓ **Notre opinion** – L'inflation française est restée relativement contenue au regard des chocs subis dans le passé récent, notamment en comparaison de pays similaires comme les autres grands pays de la zone euro (la mesure la plus adaptée étant l'inflation en cumul ou l'inflation sous-jacente). Les pouvoirs publics ont réussi, notamment avec le bouclier tarifaire, à échelonner le choc inflationniste dans le temps. La hausse des prix à la consommation avait ainsi été moins brutale en France en 2022, mais l'inflation est plus étalée, puisqu'elle reste en 2023 à un niveau similaire à ce qu'elle a été en 2022. L'heure est maintenant venue pour la suppression des mesures de soutien aux entreprises et aux ménages qui avaient été mises en place face à la hausse des prix de l'énergie. Le bouclier tarifaire sur les prix de l'électricité va ainsi être partiellement levé en février 2024, avec une hausse des tarifs réglementés de vente qui pourrait atteindre jusqu'à 10%, et qui soutiendra la composante énergétique de l'IPC. Cette hausse ne devrait toutefois pas entraver le reflux général de l'inflation prévu pour l'année 2024 (+2,7% en moyenne annuelle pour l'IPC d'après [notre scénario récent](#)).

Article publié le 19 janvier 2024 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

| Date | Titre | Thème |
|------------|---|--------------------------------|
| 19/01/2024 | Zone euro – Scénario 2024-2025 : atterrissage doux sur une croissance molle | Zone euro |
| 18/01/2024 | Le Critical Raw Materials Act : quand l'Europe des métaux forge son désir d'indépendance | Mines & métaux |
| 17/01/2024 | Italie – Scénario 2024-2025 : normalisation et turbulences | Italie |
| 17/01/2024 | Pologne – Une cohabitation très laborieuse | PECO |
| 16/01/2024 | France – Scénario 2024-2025 : l'économie redémarre grâce à la dissipation des chocs | France |
| 16/01/2024 | Royaume-Uni – Scénario 2024-2025 : une reprise fragile plus tard cette année | Royaume-Uni |
| 15/01/2024 | France – Nette hausse des défaillances d'entreprises en 2023, faut-il s'inquiéter ? | France |
| 12/01/2024 | Monde – L'actualité de la semaine | Monde |
| 10/01/2024 | Vidéo – Point économique de l'année 2023 et perspectives 2024 avec Isabelle Job-Bazille | Monde |
| 29/12/2023 | Égypte – Des menaces sur ses quatre principales rentes | Moyen-Orient - Afrique du Nord |
| 27/12/2023 | Royaume-Uni – L'inflation surprend de nouveau à la baisse | Royaume-Uni |
| 22/12/2023 | Monde – L'actualité de la semaine | Monde |
| 22/12/2023 | Monde – Scénario macro-économique 2024-2025 : Fluctuat nec mergitur | Monde, scénario |
| 21/12/2023 | Chine – Les temps difficiles | Chine |
| 21/12/2023 | France – L'Insee revoit sa copie, moins d'inflation mais aussi moins de croissance pour 2023 | France |
| 21/12/2023 | Parole de banques centrales – La Bank of England reste prudente et continue de voir des risques haussiers sur l'inflation | Royaume-Uni |
| 20/12/2023 | Parole de banques centrales – BCE : un pas de plus vers une double normalisation | Zone euro |

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Christine Chabenet

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.